



Union des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions Similaires d'Afrique
Union of Economic and Social Councils and Similar Institutions of Africa
اتحاد المجالس الاقتصادية والاجتماعية والمؤسسات المماثلة في أفريقيا



Discours de M. Younes Benakki

Secrétaire général du CESE Maroc

Conférence internationale : Démographie, migration et marchés de travail

Athènes, 03 décembre 2024

- ***Monsieur le Président du Conseil économique et social de Grèce***
- ***Mesdames & Messieurs les Présidents des CES et institutions similaires***
- ***Mesdames & Messieurs, chers collègues***

C'est avec un immense honneur que j'interviens aujourd'hui ici dans ce lieu emblématique de la ville d'Athènes, berceau des civilisations, de la démocratie et du dialogue social.

Et je voudrais, à mon tour, exprimer mes vifs remerciements au Conseil économique et social grec pour l'accueil chaleureux et l'excellente organisation de cette conférence. Je tiens également à saluer l'initiative de OKE, en particulier son Président Paidas et le Secrétaire général Apostolos Xiraphis, pour avoir réuni, encore une fois, les Conseils économiques et sociaux, les organisations internationales et les experts et sachants des quatre coins du monde.

Le Conseil grec nous a, en effet, toujours habitué à organiser des conférences de grande qualité, d'échange et de réflexion sur des sujets de transformation de nos sociétés. L'analyse des liens entre la démographie, les migrations et les marchés de travail est à cet égard un objet de recherche en plein essor.

Le Conseil économique, social et environnemental du Royaume du Maroc a publié plusieurs avis qui portent sur les trois thématiques : démographie, migration et marchés du travail. Et j'ajouterai que notre Conseil intègre, de manière quasi-systématique, la transition démographique dans ses analyses car l'Institution est pleinement consciente des transformations majeures qui définissent les dynamiques de développement et des impacts et retombées sur les finances de l'Etat et des collectivités.

Avant de partager avec vous certaines réflexions sur la transition démographique, les opportunités certaines et les défis majeurs à relever, permettez-moi de faire un bref rappel des enseignements des recherches menées, sur ce sujet, par le CESE du Royaume du Maroc. Par la suite, je mettrai l'accent

sur les principaux enjeux de la transition démographique et leur prise en compte dans les politiques publiques dans le cas du Maroc.

Mesdames et Messieurs,

La transition démographique, bien que rythmée différemment d'un pays à l'autre, reflète un passage fondamental : celui d'un régime marqué par des taux élevés de natalité et de mortalité et qui s'équilibrent à peu près à un régime où ces taux sont faibles et finissent par s'équilibrer également.

Il est permis de rappeler que dans la première phase de cette transition, la mortalité diminue plus rapidement que la natalité, provoquant une période de forte croissance démographique. S'ensuit une deuxième phase, où la baisse de la fécondité s'accélère et dépasse celle de la mortalité, entraînant un ralentissement naturel de la croissance de la population.

L'importance de la transition démographique réside dans les opportunités qu'elle offre à l'issue de sa première phase, en ouvrant ce que l'on appelle une "fenêtre d'opportunité", ou "premier dividende démographique". Ce dividende, comme vous le savez, correspond aux gains économiques potentiels mesurés en points de croissance du PIB par habitant, qui résulteraient d'une augmentation de la part de la population active et d'un ratio de dépendance (enfants à charge et personnes âgées par rapport à la population en âge de travailler) plus favorable. Toutefois, cette fenêtre reste éphémère, car elle se referme inévitablement lorsque la proportion de la population âgée commence à croître de manière significative.

La fenêtre démographique représente, par conséquent, le moment propice pour concentrer les investissements dans des secteurs-clés tels que la santé et l'éducation, véritables moteurs du "capital humain". En effet, c'est une phase où les ressources sont supposées être plus abondantes, car le nombre de bénéficiaires des systèmes de santé et d'éducation (les dépendants) est bien inférieur à celui des contributeurs (les actifs occupés). Ces investissements jouent à ce titre un rôle crucial dans l'amélioration de la productivité, le renforcement de la croissance économique et du bien-être social.

Dans le contexte africain, les défis de la transition démographique sont d'une importance capitale. Selon certaines études, il est estimé qu'un dollar investi dans la planification familiale permet aux gouvernements d'économiser jusqu'à quatre dollars en dépenses de santé, de logement, d'approvisionnement et d'autres services publics.

S'agissant du Maroc, il est à souligner que le pays achève sa transition démographique, caractérisée par une forte réduction du taux d'accroissement naturel, passé de 2,61 % par an dans les années 1970-1980 à 0,85 % entre 2014 et 2024, et une baisse de l'indice de fécondité de 7,2 enfants par femme en 1962 à 2,07 en 2022 puis 1,8 dans les prochaines années. C'est un taux comparable à celui de certains pays européens comme la Belgique ou la France, le Royaume Uni, des pays avancés dans la transition démographique.

Ce bouleversement est le fruit d'une combinaison de mesures publiques et de profondes transformations sociales. Parmi ces mesures, l'initiation d'une politique de planification familiale, avec l'introduction précoce des dispositifs contraceptifs dès la fin des années 1960.

Dans le même temps, des évolutions sociales majeures ont contribué à réduire le nombre d'enfants désirés par femme, tout en accélérant la transition vers des ménages plus nucléaire, telles que :

- l'allongement des années de scolarisation, en particulier pour les filles ;
- l'intégration progressive des femmes sur le marché du travail, retardant ainsi l'âge moyen du premier mariage des femmes, de 17,5 ans en 1960 à 25,5 ans en 2018 ;
- l'urbanisation rapide, soit une population urbaine de près de 63 % en 2024 contre 29 % en 1960 ;
- les changements de mentalité, sous l'effet des pressions économiques et sociales, ont également joué un rôle déterminant.

En parallèle, le taux de mortalité a considérablement diminué tout au long du processus de transition démographique, grâce notamment aux progrès réalisés dans le domaine de la santé, à l'amélioration de l'accès aux soins et à la généralisation de la vaccination. Ces avancées ont permis une hausse significative de l'espérance de vie à la naissance, passée de 47 ans en 1962 à près de 77 ans en 2022.

Quel a été le bonus démographique ?

La réponse réside dans le fait que le dividende démographique demeure un potentiel qui ne se concrétisera pleinement que si l'accroissement de la population en âge de travailler s'accompagne d'un véritable « dividende éducatif ».

En d'autres termes, la transition démographique ne portera ses fruits sur le plan économique que si la population active est suffisamment qualifiée et employable pour mieux contribuer à la croissance économique et en bénéficier pleinement. C'est pourquoi de nombreux travaux de recherche insistent sur l'importance d'un « dividende éducatif » comme composante essentielle pour garantir la réalisation du dividende démographique. Or, en Afrique, l'essentiel des dépenses d'éducation sont encore portées par les parents d'élèves.

Un autre point qui limite fortement la concrétisation du dividende démographique – et il s'agit d'une tendance que l'on observe en Afrique et dans certains pays du Moyen-Orient - celui de la forte proportion de jeunes (*youth bulge*), associée à un manque d'opportunités économiques, conduisant à une migration importante et drainant des talents qualifiés, notamment dans des secteurs cruciaux comme la santé, l'ingénierie et les nouvelles technologies. A cela s'ajoute la participation encore très limitée des femmes au marché du travail, ce qui veut dire qu'une large part de la population n'est pas directement intégrée aux activités économiques marchandes, impactant de ce fait la croissance économique et le développement.

Enfin, l'un des défis majeurs, à mon sens, qui limite le dividende démographique, est le changement climatique, en particulier en Afrique.

Le Continent africain subit, en effet, fortement l'impact du changement climatique alors qu'il n'est pas responsable. Sept citoyens africains sur dix déclarent déjà subir les conséquences du CC, ce qui est une proportion très significative et révélatrice de l'ampleur de ce phénomène sur la vie des populations et l'avenir des futures générations. Et six citoyens sur dix se sentent très préoccupés, selon une étude réalisée par l'UCESA au niveau de 16 pays africains.

A cela s'ajoute le manque de respect des engagements financiers des économies polluantes qui exploitent les richesses naturelles du Continent (pétrole, gaz, déforestation accélérée, pêche industrielle, exploitation minière, etc.) et impactent fortement les écosystèmes naturels.

Alors, l'une des conséquences du CC, c'est le déplacement forcé des populations, en particulier les plus vulnérables. Un phénomène qui prend davantage de l'ampleur en raison de l'accélération du changement climatique. Selon des projections, ce sont 105 millions d'africains, qui seraient contraints de se déplacer à l'horizon de 2050, essentiellement à l'intérieur de leur pays.

L'UCESA a lancé des études approfondies "*deep dives*" sur la mobilité climatique pour sensibiliser sur la prise en compte de la mobilité dans les politiques de développement. Deux études sont en cours : une avec le CES de la RDC en partenariat avec l'OIM et la deuxième avec le CESE du Maroc en partenariat avec le *Policy Center for the New South* et la Banque mondiale.

Mesdames, Messieurs, chers collègues,

En conclusion, je voudrais souligner à nouveau que dans le contexte africain, si la transition démographique est un atout pour l'évolution économique et sociale, le dividende démographique n'est pas automatique.

Exploiter pleinement les bénéfices de ce dividende, requiert des ajustements nécessaires, tant au niveau des politiques publiques que des dynamiques économiques. Je vais en citer quelques propositions, tirées des travaux du CESE :

- 1) renforcer les investissements dans l'éducation et le capital humain, qui renforcent l'offre de travail qualifié, et promouvoir des politiques d'inclusion et d'innovation.

L'expérience réussie dans ce domaine des dragons et tigres asiatiques illustre parfaitement l'importance de combiner un investissement soutenu dans le capital humain et la diversification des opportunités d'emploi pour tirer pleinement parti du dividende démographique. Ce modèle, qui associe des réformes structurelles à des politiques de soutien à l'entrepreneuriat et à l'innovation, peut servir de source d'inspiration pour réussir cette transition et relever les défis démographiques et économiques de demain.

- 2) agir sur la demande de travail à travers des politiques sectorielles visant à créer suffisamment d'opportunités d'emploi, une poursuite de l'amélioration de l'environnement des affaires, ainsi qu'un déploiement d'incitations plus adaptées et à plus grande échelle en faveur de l'entrepreneuriat, notamment pour les jeunes.

- 3) parallèlement, les réformes dans le secteur de la protection sociale et le développement d'une économie adaptée aux enjeux du vieillissement de la population, peuvent transformer ces défis en leviers de croissance et d'emploi.

Il y a lieu de citer :

- ✓ l'encouragement de l'épargne anticipée en sensibilisant les populations sur son importance.
- ✓ l'appui aux activités des seniors grâce à des politiques adaptées en ligne avec le concept de la Silver Economy et la création d'opportunités dans des secteurs émergents, en particulier ceux liés à l'économie du care, c'est-à-dire les soins aux personnes âgées. Ces activités, qui sont intrinsèquement intensives en main-d'œuvre, représentent une opportunité considérable pour créer des emplois durables et répondre à une demande croissante.

L'allongement de l'espérance de vie, couplé à une meilleure santé, ainsi qu'à la tertiarisation croissante de l'économie, crée un environnement propice à l'émergence de nouvelles opportunités d'emploi et de génération de revenus spécifiquement adaptées aux seniors.

Il est essentiel de préciser que l'augmentation du taux d'activité des seniors ne doit en aucun cas être perçue comme un facteur d'aggravation du chômage des jeunes.

Le Maroc a engagé récemment d'importants chantiers de l'élargissement de la couverture sociale et a amorcé une réforme paramétrique des caisses de retraite pour retarder leur essoufflement, en attendant une réforme plus globale qui est actuellement en préparation.

- 4) soutenir l'augmentation de la participation féminine au marché du travail à travers des mesures telles que :

- ✓ la lutte contre les discriminations de genre en matière de rémunération et de promotion. A titre d'exemple, au CESE, 50% des postes de responsabilité sont occupés par des femmes au taux de rémunération identique, voir supérieur à celui des hommes.
- ✓ soutenir l'entrepreneuriat féminin et l'économie sociale et solidaire.

- 5) mieux planifier l'urbanisation à travers :

- ✓ une meilleure répartition équitable des investissements et des opportunités entre les régions pour réduire les disparités sociales et territoriales. À cet égard, il convient de saluer l'adoption récente par le Maroc de la nouvelle Charte de l'investissement, qui prévoit notamment une prime territoriale destinée à encourager l'initiative privée dans les régions moins favorisées.
- ✓ l'amélioration des infrastructures logistiques et de transport pour assurer une accessibilité pour tous.
- ✓ la diversification des activités économiques rurales pour freiner l'exode rural.

Je voudrais à cette occasion proposer que l'AICESIS puisse se saisir de ces sujets qui sont parfaitement en phase avec les priorités de nos Conseils. A l'UCESA, nous sommes en tout cas disposés à inscrire ces sujets dans les priorités du plan stratégique et travailler de manière étroite avec l'AICESIS pour formuler des recommandations pratiques à l'attention des décideurs.

Je vous remercie